

ACCORD CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES

Cahier des Clauses Administrative Particulières C.C.A.P

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES RELATIF A LA REALISATION DE PRESTATIONS DE MAINTENANCE DES MATERIELS DE RESTAURATION ET FONTAINES A EAU DU CROUS DE TOULOUSE-OCCITANIE

N°2025-23

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE

Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET PERIMETRE	3
2	DEFINITION DES PRESTATIONS	6
3	DURÉE DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES.....	9
4	DOCUMENTS CONTRACTUELS	9
5	INTERVENANTS.....	10
6	OBLIGATION DE MOYENS – OBLIGATION DE RESULTAT	11
7	INVENTAIRE : EXHAUSTIF DE DEPART – EXHAUSTIF D'ENTREE – DE SORTIE.....	12
8	OBLIGATION DE CONSEIL.....	13
9	OBLIGATION DE VIGILANCE :	13
10	CLAUDE DE CONFIDENTIALITÉ ET DONNÉES PERSONNELLES.....	14
11	CLAUDE ENVIRONNEMENTALE.....	15
12	DISPOSITIONS FINANCIÈRES	16
13	AVANCE	16
14	MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	16
15	DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	17
16	REVISION DES PRIX	18
17	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	19
18	OPERATION DE VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES.....	20
19	PENALITES.....	21
20	ASSURANCES.....	22
21	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	22
22	LANGUE-MONNAIE.....	23
23	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	23
24	DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	23

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET PERIMETRE

Préambule :

La procédure d'appel d'offres ouvert N°2025-06 a fait l'objet d'une déclaration sans suite pour les marchés n°2025-06.04, 2025-06.06, 2025-06.08, 2025-06.12, 2025-06.15 et 2025-06.17 au motif que les prestataires ont atteint le nombre maximal de lots attribués conformément à l'article 6.5 de son règlement de la consultation ; De plus, la procédure a fait également l'objet d'une déclaration sans suite pour les marchés n°2025-06.09 et 2025-06.18 pour absence d'offres.

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de relancer les marchés pour la réalisation de prestations de maintenance préventive et curative des équipements des restaurants, des cafétérias universitaires gérés par le Crous de Toulouse-Occitanie.

Seront intégrés à cet accord-cadre les équipements de V.A.E. (Ventes à emporter) fixes et mobiles, ainsi que les fontaines réfrigérées des services centraux et des structures d'hébergement du Crous de Toulouse-Occitanie.

Dans le cas du présent accord-cadre, la maintenance préventive est :

- Exécutée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits (article 3.2.3 : Périodicité du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).
- Destinée à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien (cf. extrait norme NF EN 13306 X 60-319),
- Programmée selon un calendrier préétabli en accord avec chaque DUG ou selon un nombre défini d'unités d'usage (cf. extrait norme NF EN 13306 X 60-319)

Les coordonnées des structures figurent en annexe 1 du C.C.T.P.

1.2 Description des lots de l'accord-cadre et périmètre de l'accord-cadre

L'accord-cadre est composé de **8 lots géographiques** et techniques suivants :

- LOT 1 : Froid déporté* Zone RUMED, MFJA, INSPE
- LOT 2 : Froid déporté* Zone CANAL, INSA
- LOT 3 : Froid déporté* Zone TARBES, AUCH
- **LOT 4 : Lot isolé : Froid déporté* Zone FIGEAC**

Froid déporté : Tous équipements frigorifiques à distance pour chambres froides, salles réfrigérées, cellules de réfrigération, meubles de présentation ou distribution. Toutes centrales frigorifiques et condenseurs à distance à fluides frigorifiques et frigoporteurs. Tous les éléments structurants des chambres froides (poignées de portes, portes, joints, etc).

- LOT 5 : Equipements de cuisine et groupes logés Zone INP : ENSAT, LABEGE, ENSEEIHT
- LOT 6 : Equipements de cuisine et groupes logés Zone CANAL, INSA
- LOT 7 : Equipements de cuisine et groupes logés Zone TARBES, AUCH
- **LOT 8 : Lot isolé : Equipements de cuisine et groupes logés Zone FIGEAC**

Tous les équipements de cuisine techniques destinés à la production et distribution des repas. **Froid intégré** : Tous équipements frigorifiques intégrés au matériel et indépendants, armoires frigorifiques, vitrines, cellules de réfrigération rapide, meubles de présentation ou distribution, distributeurs d'eau réfrigérés.

Structures d'hébergements et services concernés par la maintenance des fontaines à eau :

- Lot 6 : Zone CANAL, INSA
 - Résidence Clément Ader : 1 fontaine
 - Résidence Olympe de Gouges : 1 fontaine

Les coordonnées des structures figurent en annexe 1 du C.C.T.P.

1.3 Procédure de consultation

L'accord-cadre est passé en procédure d'appel d'offres ouvert avec un seuil maximum estimé à **1 500 000 € HT**, montant cumulé estimé sur la durée totale de l'accord-cadre (Article R 2124-21 du code de la commande publique).

1.4 Type de l'accord-cadre

L'accord-cadre mixte sans minimum et avec un maximum est passé en application des articles L2125-1 1 R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu pour partie à l'émission de bons de commande pour la maintenance curative.

1.5 Forme juridique de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un marché à prix mixtes, comprenant un prix global forfaitaire et une partie à bons de commande qui se répartit comme suit :

- Les prestations de maintenance préventive
- Les prestations de maintenance corrective seront déclenchées uniquement par l'établissement d'un bon de commande auprès du titulaire par voie dématérialisée. En application de l'article R2162-4 du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre est conclu pour un montant maximum estimatif annuel de **170 000 € HT** ventilé sur les différents lots :

Marchés infructueux consultation 2025-06	Référence du marché 2025-23	Périmètre des prestations concernées Y compris les fontaines à eau	Prestations curatives Estimation annuelle
4	2025-23.01	Froid déporté* Zone RUMED, MFJA, INSPE	30 000 € HT
6	2025-23.02	Froid déporté* Zone CANAL, INSA	30 000 € HT
8	2025-23.03	Froid déporté* Zone TARBES, AUCH	15 000 € HT
12	2025-23.05	Equipements de cuisine et groupes logés Zone INP : ENSAT, LABEGE, ENSEEIHT	30 000 € HT
15	2025-23.06	Equipements de cuisine et groupes logés Zone CANAL, INSA	30 000 € HT
17	2025-23.07	Equipements de cuisine et groupes logés Zone TARBES, AUCH	15 000 € HT

Lots isolés

Les marchés 2025-23.04 et 2025-23.08 sont passés sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R. 2122-8 du Code de la commande publique. Seuls les candidats invités à soumissionner pourront y répondre.

Marchés infructueux consultation 2025-06	Référence du marché 2025-23	Périmètre des prestations concernées Y compris les fontaines à eau	Prestations curatives Estimation annuelle
9	2025-23.04	Lot isolé Froid déporté* Zone FIGEAC	10 000 € HT
18	2025-23.08	Lot isolé Equipements de cuisine et groupes logés Zone FIGEAC	10 000 € HT

La ventilation du montant maximum HT estimé pour l'année est précisée ci-dessus à titre strictement indicatif et n'oblige en rien le Crous de Toulouse-Occitanie.

Chaque lot est un marché et sera attribué à un titulaire distinct. Un titulaire peut se voir attribué plusieurs lots.

Le Pouvoir adjudicateur souhaitant permettre l'accès à la commande publique aux PME, le nombre de lots total pouvant être attribués à un même soumissionnaire sera limité à 2.

Toutefois, en l'absence d'un nombre insuffisant de candidatures sur un ou plusieurs lots, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'exonérer de la limitation du nombre de lots attribués à un même titulaire.

1.6 Nomenclature Européenne

50883000-8	Service de réparation et entretien des matériels de restauration.
------------	---

1.7 Variantes/ Prestations supplémentaires éventuelles/ Options

1.4.1 Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats sont interdites.

1.8 Modifications de l'accord-cadre

Les modifications prévues à l'article L. 2194-1 du code de la commande publique seront effectuées par voie d'avenant. Les autres modifications seront effectuées par ordre de service ou certificat administratif.

2 DEFINITION DES PRESTATIONS

Le présent accord-cadre comprend une :

2.1 Des prestations de maintenance préventive

- **Formule standard :**

Une prestation annuelle principale de maintenance préventive, exécutée à partir de la date de notification du marché et pour la durée définie à l'article 3. Cette prestation annuelle est chiffrée en annexe 1 à l'AE, pour chaque structure. Dans le cadre de la formule standard, pour les interventions de maintenance correctives ne dépassant pas 1h de main d'œuvre et 1 déplacement, la réparation pourra avoir lieu immédiatement sans validation de la part du responsable avec établissement direct de la facture sans émission / validation de devis.

- **Formule étendue :**

Une prestation annuelle principale de maintenance préventive (avec main d'œuvre et déplacement pour la maintenance corrective inclus), exécutée à partir de la date de notification du marché et pour la durée définie à l'article 3.

Cette prestation annuelle intègre un forfait d'intervention pour la maintenance préventive, comprenant main d'œuvre, déplacements, respectant les délais d'intervention et rétablissement pour chaque marché. La main d'œuvre et les déplacements des dépannages correctifs sans limitation sont également inclus (cf détails précis des exigences attendues dans le C.C.T.P.).

Cette prestation annuelle est chiffrée en annexe 1 à l'AE respective à chaque lot, pour chaque structure.

2.2 Procédure simplifiée

Lors de la maintenance préventive, si le remplacement de certaines pièces est nécessaire, elles pourront être remplacées immédiatement par le titulaire après accord du D.U.G. ceci afin d'éviter un démontage et une intervention ultérieure.

Dans une volonté de simplification de la procédure :

- **En cas de pièces détachées à la charge du Crous de Toulouse-Occitanie, la gestion et facturation des pièces détachées se fera de la manière suivante :**
 - Si le montant de la pièce détachée est inférieur à 200 € HT, la réparation pourra avoir lieu immédiatement sans validation de la part du responsable avec établissement direct de la facture sans émission / validation de devis.
 - Si le montant de la pièce détachée est supérieur à 200 € HT, la prise en charge sera effectuée par le biais d'un devis validé par le service compétent. S'il s'avère que la remise en état est trop coûteuse et que le renouvellement à neuf est à privilégier (sur conseil du prestataire), la prise en charge se fera à l'initiative du D.U.G. dans le respect des règles des marchés publics.

Définition des critères pour pièce supérieure ou inférieure à 200 € HT :

Lors d'une intervention sur 1 réparation, il est considéré comme 1 pièce : 1 lot de pièces indispensables à la remise en service du matériel suite à la panne. (Ex : 1 thermostat + 1 sonde + 1 manette).

- **La gestion et facturation de la main d'œuvre se fera de la manière suivante :**
 - Dans le cadre de la formule standard, pour les interventions de maintenance correctives ne dépassant pas 1h de main d'œuvre, la réparation pourra avoir lieu immédiatement sans validation de la part du responsable avec établissement direct de la facture sans émission / validation de devis.
 - Dans le cadre de la formule étendue, la main d'œuvre est incluse dans le forfait

2.3 Des prestations ponctuelles de maintenance corrective

Le DUG ou son représentant, lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, demandera **une intervention au titulaire du marché, par téléphone avec confirmation par messagerie électronique.**

Elle devra faire l'objet d'un devis détaillé qui sera soumis à l'accord préalable du DUG. La facturation de cette prestation devra être justifiée par le titulaire sur présentation d'une facture pro-forma de la ou des pièces de son fournisseur, conformément au C.C.T.P.

Il sera alors émis un bon de commande conforme au devis établi par le prestataire.

La maintenance corrective sera rémunérée sur la base des prix fixés dans l'annexe 2 (BPU) de l'acte d'engagement.

2.4 Prestations complémentaires

Le Crous peut demander au titulaire du marché d'autres types de prestations au titre du présent marché, pour exemple :

- Déménagement de matériel de cuisine d'un site A à un site B (sur le territoire du lot correspondant).
- Enlèvement et destruction de matériel présent sur un site sur demande expresse du DUG (dans le respect de la procédure de gestion de l'inventaire comptable).
- Intervention hors forfait (c'est-à-dire hors prestations de maintenances préventive et corrective) à la demande du Crous.

Ces prestations feront l'objet d'une prise en charge effectuée par le biais d'un devis détaillé et validé par le service compétent. A défaut, la prise en charge se fera à l'initiative du D.U.G. dans le respect des règles des marchés publics.

2.5 Fontaines

Les opérations de maintenance préventive des fontaines à eau réfrigérées (cf liste des structures concernées à l'article 1.2 du présent document) sont concernées par cet accord-cadre. Elles sont intégrées au forfait de maintenance préventive de la structure concernée.

2.6 Alarmes

Les prestations de gestion et d'audit des alarmes (chambres froides) sont concernées par cet accord-cadre.

Elles devront faire l'objet d'un devis détaillé conformément aux prix indiqués au bordereau des prix unitaires qui sera soumis à l'accord préalable du DUG.

Toutes les structures de restauration ont la possibilité de demander au Titulaire la mise en place de ce service à la demande.

2.7 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2.8 Ajout et/ou retrait de sites

Dans les cas exceptionnels de fermeture provisoire (pour réhabilitation) de restaurants, cafétérias et sites de restauration du Crous de Toulouse-Occitanie, le titulaire est dégagé de ses obligations vis-à-vis de ce site. Toute prestation effectuée dans l'année en cours et préalablement à la fermeture sera due au titulaire. La fermeture temporaire fera l'objet d'un ordre de service pour suspension du marché. Le titulaire ne pourra se prévaloir de cette situation.

Le parc immobilier du Crous évolue. Le titulaire a l'obligation de réaliser les prestations de maintenance dans les cas d'intégration de nouveaux restaurants, cafétérias et sites de restauration gérés par le Crous de Toulouse-Occitanie selon les conditions contractuelles du marché. A contrario, des structures de restauration pourraient sortir du parc du Crous de Toulouse-Occitanie.

L'ajout ou le retrait de restaurants, cafétérias et sites de restauration gérés par le Crous de Toulouse-Occitanie fera l'objet d'un avenant (conformément au C.C.T.P.).

3 DURÉE DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES

L'accord-cadre est passé pour une période initiale de **12 mois à compter de la date de notification**.

Ils sont susceptibles d'être reconduits tacitement trois fois pour une période d'une année à l'expiration de la période initiale ou à la date anniversaire de début d'exécution de l'accord-cadre.

Leur durée totale ne peut excéder 4 ans. Le titulaire ne peut s'opposer à leur reconduction.

A l'inverse, le Crous de Toulouse-Occitanie n'a aucune obligation de reconduire l'accord-cadre ou ses marchés.

La décision de ne pas reconduire un marché de l'accord-cadre sera notifiée au titulaire dans un délai minimum de quatre (4) mois avant la date d'anniversaire. Cette décision n'ouvre en aucun cas un droit à indemnisation. Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre.

4 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

4.1 Pièces contractuelles

4.1.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières et administrative (fiche contact fournisseur) **dûment complétés et signés par le titulaire**
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par l'Administration fait seule foi
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 4 annexes
- Le cadre de réponse technique du candidat **par lot** (CRT)
- Les Pièces contractuelles postérieures à la signature : les bons de commande établis au cours de l'exécution du présent accord-cadre, les avenants éventuels, les actes spéciaux de sous-traitance.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

4.1.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le code de la commande publique

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, l'exemplaire unique permettant au titulaire de céder ou nantir ses créances sera remis au titulaire, à sa demande et sans frais.

4.2 Cession et nantissement de créances

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties par le titulaire.

Conformément aux articles R.2191-46, R.2191-48, R.2191-50, R.2191-51, R.2191-52 et R.2191-53 du Code de la Commande Publique, l'acheteur remet au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du présent marché revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire afin de lui permettre de céder ou de nantir des créances résultant de ce marché, soit un certificat de cessibilité.

4.3 Modifications administratives et financières en cours d'exécution

Attention : Le titulaire est tenu de notifier, sans délai, au Crous de Toulouse-Occitanie, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre :

- Aux changements intervenant dans le cadre de fusion, délocalisation, découpages géographiques ;
- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- À la forme juridique ;
- À l'adresse de son siège social ;
- Au compte à créditer (un nouveau RIB devra impérativement être adressé) ;
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

5 INTERVENANTS

5.1 Demande de sous-traitance

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties des prestations, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

5.2 Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

En application de l'article R.2193-1 à 22 du Code de la Commande Publique, le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché **à la condition expresse d'avoir obtenu de la personne publique contractante** l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

A ce titre, pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur un dossier de demande comprenant :

- ✓ La déclaration spéciale visée à l'article R2193-1 du code de la commande publique mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ✓ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- ✓ Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.
- ✓ Le sous-traitant devra posséder, pour la partie sous-traitée, des qualifications identiques à celles du titulaire telles qu'elles apparaissent dans son offre.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de celui-ci sont constatés par un acte spécial signé par le Pouvoir Adjudicateur et le titulaire.

En tout état de cause, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles R.2193-1 à 10 du Code de la Commande Publique relatives à la sous-traitance.

Conformément à l'article L.2193-3 du code de la commande publique, en cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

5.3 Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

6 OBLIGATION DE MOYENS – OBLIGATION DE RESULTAT

L'obligation de moyens est l'obligation par laquelle le titulaire s'engage à employer les moyens appropriés dans une tâche à accomplir et qui permettront au service bénéficiaire d'atteindre le résultat souhaité.

L'obligation de résultat est l'obligation par laquelle le titulaire est tenu à un résultat précis, véritable, déterminé à l'avance.

Le présent accord-cadre se détermine d'une manière générale :

- Avec obligation de moyens : (Cf C.C.T.P.)
 - Dans la planification et réalisation des maintenances prévues à la gamme de maintenance définie au C.C.T.P. ;
 - Dans la prise en compte des délais d'interventions, délais d'exécution, délais d'indisponibilité et délais de dépannage ;
 - Dans la production et mise en place de documents techniques (planning d'intervention, rapports, audit, indicateurs de performances, outils dématérialisés de reporting, ...).
- Avec une obligation de résultat : (Cf C.C.T.P.)
 - Dans la gestion des interventions et actions à mener en suivi technique en prolongement de la maintenance, intégrant notamment la production des devis dans les délais ;
 - Dans la mise en place d'une exploitation efficiente des équipements ;
 - Dans les délais souscrits pour les interventions et le rétablissement.

7 INVENTAIRE : EXHAUSTIF DE DEPART – EXHAUSTIF D’ENTREE – DE SORTIE

Le titulaire fournira un inventaire exhaustif de départ lors de la prise en charge des structures dans le cadre de son inventaire de départ et un inventaire de sortie du marché, dans le cadre des opérations de démobilisation, au titre du présent marché.

Chaque inventaire devra notamment être fourni au pouvoir adjudicateur, sur support informatique, au format Excel ou.xls, non protégé.

Le but est de permettre à l’administration :

- D'évaluer le niveau de technicité ainsi que l'état des équipements et installations d'un site donné, lors de la prise en charge du marché et à sa sortie,
- De mettre en place une politique de suivi de ses matériels voire d'investissement en fonction des préconisations techniques et le cas échéant des alertes concernant les équipements jugés vétustes émises par le Titulaire.

Dans cette optique, le titulaire met à la disposition toutes les informations (y compris ses autocontrôles) et les moyens en personnel et matériels nécessaires à l’accomplissement de ses missions de contrôle et de vérification qualitative des prestations.

7.1 Inventaire de départ

L’inventaire de départ du matériel relevant du présent accord-cadre est établi à partir de la liste sommaire (cf C.C.T.P.), jointe en annexe du C.C.T.P. Sont référencés les matériels et équipements en bon état entrant dans le périmètre du marché et ceux qui, dans l’attente de mises aux normes, feront selon l’objet d’interventions à la demande sur présentation de devis.

Le titulaire aura un délai de **10 semaines à compter de la notification du marché pour ajuster la liste du matériel**, et fournir à chaque responsable de site une liste exhaustive des équipements présents dans la structure (nombre et type de matériels, marques, caractéristiques techniques).

7.2 Inventaire exhaustif

La réalisation de l’inventaire exhaustif ne saurait donner lieu à modification du prix de l’offre du titulaire sauf erreur manifestement importante dans le descriptif des équipements (oubli d’un matériel, sortie de la garantie constructeur/fournisseur, etc.) fournis par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, la procédure de l’avenant sera utilisée ou, à défaut, dans l’attente du règlement d’un éventuel litige, par décision du pouvoir adjudicateur.

Suite à l’inventaire exhaustif de départ validé par le Crous, le titulaire ne pourra pas arguer d’erreurs ou d’omissions au présent marché, ni de l’état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le C.C.A.P. et le C.C.T.P.

Tout le personnel intervenant dans le cadre du présent accord-cadre devra posséder la connaissance des installations et équipements mis en œuvre. Les équipements seront identifiés pendant cet inventaire, par un marquage individuel selon les prescriptions définies dans le C.C.T.P. (Cf. C.C.T.P.).

7.3 Inventaire de sortie

A la fin de chaque période, le titulaire devra dresser un inventaire réactualisé dans son outil de Gestion de la Maintenance assistée par Ordinateur (GMAO) (Cf. C.C.T.P.), intégrant les entrées et sorties d’équipement dans la période écoulée. Le dernier inventaire dressé sera l’inventaire de sortie de ce marché (Cf. C.C.T.P.).

8 OBLIGATION DE CONSEIL

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à informer le Crous de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations, objet du marché (Cf article C.C.T.P.).

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins du bénéficiaire (Cf article C.C.T.P.).

9 OBLIGATION DE VIGILANCE :

9.1 – Points de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- Le certificat social URSSAF ;
- Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de marchés de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification de l'accord-cadre, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

9.2 Réparation des dommages :

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causée au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur.

10 CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ ET DONNÉES PERSONNELLES

10.1 Clause de confidentialité

Les titulaires et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme confidentiels, relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour l'exécution des prestations, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à des tiers qui n'ont pas à en connaître.

Les titulaires s'engagent à informer leur personnel et éventuels sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions par un titulaire est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier l'accord-cadre à bon de commande aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

10.2 Protection des données à caractère personnel « Type 3 » :

En vertu des dispositions des article R.2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique et des dispositions du code du travail, l'acheteur (donneur d'ordre ou maitre d'ouvrage) est tenu de demander, avant la conclusion du marché, au(x) prestataire(s), les pièces justificatives de leur situation juridique, sociale et fiscale.

En application des articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, les pièces justificatives de la situation sociale et fiscale doivent être fournies par le(s) prestataire(s) lors de la conclusion du marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution.

En application de l'article R. 1263-12 du code du travail, le prestataire, employeur établi hors de France, doit fournir à l'acheteur (donneur d'ordre ou maitre d'ouvrage), avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une copie de la déclaration de détachement et une copie du document désignant le représentant de l'entreprise.

Par ailleurs l'acheteur traite les données à caractère personnel transmises par les soumissionnaires dans le cadre de leurs réponses, notamment les *curriculum vitae* des équipes proposées et les données contenues dans les correspondances survenant entre les parties.

L'acheteur est donc responsable du traitement des données à caractère personnel des soumissionnaires et titulaires susmentionnées qu'il collecte directement ou indirectement auprès des salariés, dirigeants ou représentants des soumissionnaires et titulaires pour les finalités et en vertu des bases légales suivantes :

- (i) Traitement nécessaire à la gestion du marché conformément aux obligations légales de l'acheteur (art. 6-1(c) RGPD) ;
- (ii) Traitement nécessaire à l'exécution et au suivi de la mission confiée aux titulaires (art. 6-1(b) RGPD).

L'acheteur conserve les données à caractère personnel susmentionnées pendant la durée nécessaire à l'accomplissement des obligations contractées au titre du présent marché et, au-delà, pour la durée nécessaire à l'exercice de toute action judiciaire susceptible d'être engagée contre l'acheteur à raison de l'exécution du marché. Ainsi conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du Code de la Commande Publique l'acheteur conserve les pièces constitutives du marché pendant une durée minimale de cinq ans pour les marchés de fournitures ou de services et de dix ans pour les marchés de travaux, de maîtrise d'œuvre ou de contrôle technique à compter de la fin de l'exécution du marché.

Chaque salarié, dirigeant, représentant des soumissionnaires et titulaires dispose des droits prévus aux articles 15 à 22 du RGPD (accès, rectification, etc.) relativement à ses données à caractère personnel traitées par l'acheteur en s'adressant par email à dpo@crous-toulouse.fr ou par courrier postal aux coordonnées de l'acheteur transmises dans les documents du présent marché. L'acheteur s'engage à répondre à chaque demandeur dans les trente (30) jours de la réception par l'acheteur de la demande. A défaut de recevoir une réponse de l'acheteur dans ce délai, le salarié, dirigeant, représentant du soumissionnaire ou titulaire serait en droit de saisir la CNIL pour contester ce défaut de réponse.

Il appartient aux soumissionnaires et titulaires d'informer chacun de leurs salariés, dirigeants, représentants des droits offerts par l'acheteur au titre du RGPD tel qu'indiqué ci-dessus.

11 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Ainsi, une attention particulière sera portée à la prise en compte du développement durable et à la protection de l'environnement dans le choix du prestataire, au regard notamment de la politique de l'entreprise en la matière ainsi que des fournitures proposées.

12 DISPOSITIONS FINANCIÈRES

12.1 Prix de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un marché à prix mixtes, comprenant un prix global forfaitaire et une partie à bons de commande.

12.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris déplacements, fournitures et élimination des déchets), incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

13 AVANCE

Sous réserve des conditions prévues à l'article R 2191-16 du code de la commande publique, **sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement**, une avance (option A) est versée au titulaire :

En application de l'article R 2191-7 du code précité, le taux de l'avance est fixé à 5 % du bon de commande toutes taxes comprises.

- Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.
- L'avance sera remboursée dans les conditions des articles R2191-19 du code précité.

14 MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

14.1 Pour les maintenances préventives

Chaque année, un numéro d'engagement juridique (EJ) sera envoyé au titulaire de chaque marché pour engager les maintenances préventives, (se référer à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)).

14.2 Pour les maintenances correctives

L'accord-cadre s'exécute à bons de commande pour les maintenances correctives. Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de devis (Cf exception procédure simplifiée article 2.3 du présent document).

14.3 Devis

- Si lors de la maintenance préventive, des réparations entraînant un remplacement de pièces ou des travaux autres que ceux prévus sont diagnostiqués ou s'avèrent nécessaires à la remise en bon état de fonctionnement du matériel concerné, il sera établi un devis soumis à l'approbation du D.U.G.

Les devis devront être communiqué sous un délai de **2 jours ouvrés maximum** après diagnostic.

Tout retard non motivé dans la production et communication de devis de maintenance corrective, pourra entraîner la mise en place des pénalités à l'article 19 du CCAP.

- Lorsque le Crous a recours à la maintenance corrective, il sera établi un devis détaillé stipulant le délai d'exécution, le détail des prestations et leur montant. Ce devis devra obligatoirement être transmis aux DUG dans **un délai maximum de 2 jours**.

En cas de pièces détachées à la charge du Crous de Toulouse-Occitanie, la gestion et facturation des pièces détachées se fera de la manière suivante :

- o Si le montant de la pièce détachée est inférieur à 200 € HT, la réparation pourra avoir lieu immédiatement sans validation de la part du responsable avec établissement direct de la facture sans émission / validation de devis.
- o Si le montant de la pièce détachée est supérieur à 200 € HT, la prise en charge sera effectuée par le biais d'un devis validé par le service compétent. S'il s'avère que la remise en état est trop coûteuse et que le renouvellement à neuf est à privilégier (sur conseil du prestataire), la prise en charge se fera à l'initiative du D.U.G. dans le respect des règles des marchés publics.

Définition des critères pour pièce supérieure ou inférieure à 200 € HT :

Lors d'une intervention sur 1 réparation, il est considéré comme 1 pièce : 1 lot de pièces indispensables à la remise en service du matériel suite à la panne. (Ex : 1 thermostat + 1 sonde + 1 manette).

Dès lors que le prix de la pièce est supérieur à 200€, la facturation de cette prestation devra être justifiée par le titulaire sur présentation d'une facture pro-forma de la ou des pièces de son fournisseur, conformément au CCTP

En fonction du besoin, si des prestations non prévues au BPU sont nécessaires, le titulaire les mentionnera **de façon explicite** sur son devis.

Le Crous se réserve le droit de ne pas donner suite aux prestations.

14.4 Bons de commande

- Le numéro de son compte bancaire ou postal, **tel qu'il est précisé à l'AE** ;
- Le numéro et la date du devis ;
- Le numéro de l'accord cadre **2025-23. N° lot** ;
- Les nom et adresse du créancier ou la raison sociale ;
- Le numéro du registre du commerce et le numéro SIRET, **tel qu'il est précisé à l'AE** ;
- Le numéro de l'EJ ou numéro et la date du bon de commande ;
- Les lieux et date d'exécution des prestations ;
- Le prix forfaitaire de la maintenance préventive ou le prix unitaire de la maintenance corrective HT des prestations ;
- Le taux de TVA en vigueur, au moment de l'établissement de la demande de paiement, distingué selon la nature des prestations auxquelles il se rapporte et le montant de la TVA ;
- Le montant total HT et TTC de la prestation.

Lorsque le Crous a recours à la maintenance corrective, le titulaire doit établir un devis détaillé stipulant le délai d'exécution, le détail des prestations et leur montant.

Ce devis devra obligatoirement être transmis aux DUG dans un délai maximum de trois (3) jours après diagnostics.

15 DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécuteront selon **les besoins exprimés dans le CCTP**.

16.1 Modalités d'application de la révision

Les prix sont fermes la 1^{ère} année et pourront être révisés chaque année, à la date anniversaire de la notification du marché.

Le Titulaire s'engage à informer le Crous de Toulouse-Occitanie, notamment la Direction de la commande publique DCPAJ **par mail avec accusé de réception** (commande.publique@crous-toulouse.fr) de la révision des prix au plus tard **2 mois** avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire doit être en mesure de justifier l'envoi de la demande de révision.

Les prix sont réputés établis sur la base du mois précédant le mois de remise de l'offre appelé

« Mois zéro » = Mai 2025.

La demande doit être accompagnée :

- Des annexes financières à l'AE (DPGF et BPU) dûment révisées
- D'une copie de l'indice paru appliqué.

Après validation du Crous de Toulouse-Occitanie, la révision de prix s'appliquera alors, conformément à la formule de révision de prix suivante :

Formule de révision de prix :

$$R=R0 \times (ICHT-IME/ICHT-IME0)$$

Où :

- R = Redevance révisée
- R0 = Redevance initiale
- ICHT-IME = Valeur du dernier indice connu du « coût du travail révisé- Tous salariés (ICHT rev-TS) pour les industries mécaniques et électriques (IME) publié par l'INSEE
- ICHT-IME0 = est la dernière valeur connue au moment de la signature du contrat (dernière référence connue).

Lorsque la valeur finale de l'indice n'est pas connue au moment du paiement (publication indice provisoire), il sera procédé à la révision provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation connue. Il sera procédé à la révision définitive dès publication de l'indice final.

En cas de refus ou de contestation de la révision des prix, le Crous de Toulouse-Occitanie se rapprochera du consultant dans le but de trouver une solution amiable et pourra demander la production des documents qu'il juge nécessaire par courriel avec accusé de réception.

Sans retour du Crous de Toulouse-Occitanie dans un délais de 60 jours à compter de la réception de la demande révision, celle-ci est réputée acceptée.

En cas de défaut de demande de révision de prix et de défaut d'envoi dans les délais ci-dessus, les prix en cours seront maintenus pour une année supplémentaire.

16.2 Clause de sauvegarde

Dans le cadre de la révision, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5 % des prestations globales du titulaire, établie sur une base de calcul annuelle, le Crous se laisse la possibilité de pouvoir engager un dialogue avec le titulaire.

Si aucune solution ne pouvait aboutir, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date du changement de tarif.

Le pouvoir adjudicateur se réserve, également, le droit de demander au titulaire les raisons expliquant l'évolution des prix.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec le titulaire de chaque accord-cadre le pourcentage de variation des prix.

17 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

17.1 Présentation des demandes de paiement

Les **demandes de paiement (factures)** sont établies, **en un exemplaire** (original), en euros avec deux décimales. Elles doivent être **conformes aux DPGF et/ou aux bons de commande**. Elles comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de l'accord cadre **2025-23. N° lot** ;
- Les nom et adresse du créancier ou la raison sociale ;
- Le numéro du registre du commerce et le numéro SIRET, tel qu'il est précisé à l'AE ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'AE ;
- Le numéro de l'engagement juridique (EJ, pour les maintenances préventives) ou du bon de commande (BC, pour les maintenances correctives) ;
- Le numéro et la date du devis le cas échéant ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Les lieux et date d'exécution des prestations ;
- La prestation exécutée telle que définie et faisant l'objet du bon de commande (désignation et quantité) ;
- Le taux de TVA en vigueur, au moment de l'établissement de la demande de paiement, distingué selon la nature des prestations auxquelles il se rapporte et le montant de la TVA ;
- Le montant total HT et TTC de la prestation.

A défaut des mentions obligatoires précitées, la facture peut être rejetée et le délai global de paiement suspendu, après notification au titulaire et jusqu'à la régularisation des mentions de la facture par le titulaire de l'accord-cadre.

17.2 Facturation électronique

Les **factures** doivent être déposées via le portail « Chorus Pro », <https://chorus-pro.gouv.fr>, en indiquant le code service (voir Note Dématérialisée Chorus Pro).

Toute facture non-conforme et incomplète ne pourra être traitée et sera rejetée sur Chorus Pro.

NB : le numéro d'engagement (EJ) ou le numéro de bon de commande est indispensable au dépôt de votre facture.

17.3 Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au Titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement.

17.4 Modalités de paiement

Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la comptabilité publique. Aucun règlement ne pourra être effectué à un compte différent de celui indiqué dans l'acte d'engagement.

Comptable assignataire des paiements

L'Agent Comptable du Crous de Toulouse-Occitanie -

58, rue du TAUR - CS 67096 - 31070 Toulouse Cedex 7

Mail : agent-comptable@crous-toulouse.fr

18 OPERATION DE VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Ce contrôle est effectué par un référent technique du site. Le prestataire est tenu de mettre à disposition tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle et son exécution dans les délais réglementaires.

Les opérations de vérification qualitatives ont pour but de constater :

- La correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché ;
- Le nombre et la qualité des interventions exécutées en référence au programme de maintenance préventive.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

Elles portent notamment sur les points suivants :

- L'état des installations, matériels et équipements entretenus,
- La qualité des rapports d'interventions.
- La justesse dans le choix et la mise en place d'indicateurs de performances par le prestataire mainteneur.

Les stipulations techniques du présent marché et ses annexes précisent les modalités de vérification.

Les prestations complémentaires seront facturées sur la base des seules données financières actées au contrat, en application notamment des taux horaires, rabais le plus avantageux pour l'administration

appliqué sur les pièces, consommables de maintenance et ingrédients, coefficients multiplicateur applicables au marché.

Dans le cas où les données figurant au devis produit par le titulaire n'en feraient pas état, la résiliation partielle du marché ainsi que l'exécution aux frais et risques du titulaire s'appliquent.

19 PENALITES

19.1 Listes des pénalités

Des pénalités, sans mise en demeure, peuvent être appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels. Elles sanctionnent l'inexécution des prestations et la mauvaise exécution des prestations résultant de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire de chaque accord-cadre encourt une pénalité sans mise en demeure préalable :

	Manquements / Documents	Fondements contractuels	Montants
Manquements dans l'exécution	Non-respect des attentes sur la maintenance préventive ou corrective	Art 3 et 4 CCTP	50 € par manquement
	Non-respect des délais d'intervention / dépannage/ réparation	Art 4.3 CCTP	20 € heures ouvrées de retard
	Non-respect des obligations de suivi des installations (mises à jour de sécurité, contrôles réglementaires)	Art 7.2.1 CCTP	50 € par manquement
	Non-respect de la mission de conseil	Art 8 CCAP et 7.2.1 du CCTP	50 € par manquement
Manquements dans le suivi / diffusion de documents	Absence aux réunions d'expertise et ou de contrôle	Art 1.5 CCTP et Art 8 CCTP	100 € par constat
	Défaut de planification de maintenance préventive ou corrective (pas de prise de rdv, date non respectée, etc.)	Art 3 et 4 CCTP	50 € par manquement
	Retard dans la diffusion des comptes-rendus	Art 3.6.2, 4.6.2, 6.3,7.3.8 CCTP	50 € par jour de retard
	Retard (non motivé) dans la réception du devis	Art 3.6.4 ,4.6.4 CCTP	20€ par jour de retard
	Non tenue à jour de l'outil GMAO	Art 4.5 CCTP	50 € par jour de retard à réception du constat du pouvoir adjudicateur
	Non identification des équipements lors de l'inventaire exhaustif	Art 7.1 CCTP	50 € par jour de retard à réception du constat du pouvoir adjudicateur

20 ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'assurance doit comprendre : assurance perte, vol, détérioration pour toutes ces livraisons.

Le titulaire transmettra ses attestations par courriel à la Direction de la Commande Publique (DCPAJ) : commande.publique@crous-toulouse.fr

21 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre conformément aux articles L6 et L 2195-1 à 6 du code de la commande publique.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3-6 à 9 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 code de la commande publique, le résultat sera résilié aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Conformément à l'article 41 le pouvoir adjudicateur peut résilier cet accord cadre pour faute du titulaire.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur fera exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 11.3.7 du CCAG-FCS.

21.1 Poursuites exécution des prestations

En cas de dépassement du montant annuel pendant la durée du marché, ce dernier est clos. Une nouvelle procédure sera lancée.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

22 LANGUE-MONNAIE

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont exclusivement rédigées en français.
La monnaie de compte est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation d'échange.

23 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

23.1 Règlements amiables et litiges

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marchés-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (<https://dreets.gouv.fr/>).

23.2 Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - 31068 Toulouse

Téléphone : 05 62 73 57 57 / Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Site internet : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

Si la requête est déposée devant un tribunal administratif ou une cour administrative d'appel, le dossier doit être déposé ou envoyé au bureau d'aide juridictionnelle du tribunal de grande instance où siège la juridiction.

24 DEROGATIONS AU C.C.A.G

Les dérogations aux CCAG-FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire du marché encourt une pénalité sans mise en demeure préalable.
- Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.